

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 29 (1982)
Heft: 6

Rubrik: Aktuell = Actualité = Problemi d'attualità

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Union vaudoise 1931/1981: Historique du cinquantenaire

Roger Parisod, Lausanne

En 1915 se déclencha la guerre des gaz, elle fut meurtrière, car elle bouleversa et surprit tout le monde. Dès lors, on s'est préoccupé de restreindre ou d'interdire les armes les plus terribles, celles que la conscience universelle réprouve.

Ceci fut rappelé au début de la conférence sur la guerre chimique et la protection des populations civiles, donnée par Me Hirzel, conseiller communal et député au Grand Conseil.

La Nouvelle Société Helvétique avait organisé cette conférence le 1^{er} décembre 1930, à l'Hôtel de la Paix, à Lausanne, où se pressait un nombreux public. Au cours de la discussion qui suivit, le D^r Messerli, chef du service communal d'hygiène, fit part à l'assemblée de quelques observations qu'il avait pu faire au cours de ses voyages à l'étranger. Cette conférence donna une information judicieuse des problèmes causés par la situation mondiale du moment. Partout, les gouvernements préparent la population à se défendre contre les effets de la guerre chimique. Les comptes rendus de la presse ont contribué à renseigner la population. M^e Pfund, avocat à Lausanne, demanda quels moyens de lutte efficace seraient employés chez nous, et réclama la création d'une organisation solide de protection.

Le 10 juin 1931, à Lausanne, s'est fondée l'Association pour la protection des populations civiles contre la guerre chimique (Groupement d'initiative et d'études).

Il est utile de donner connaissance de l'activité envisagée, comparativement à l'actuelle.

Extrait des statuts:

Art. 1:

Elle est organisée corporativement d'après les dispositions des articles 60 et suivants du Code civil suisse, ayant pour but de défendre les populations civiles, contre la guerre chimique. Son siège est à Lausanne.

Art. 2:

L'Association propose:

- l'étude de la guerre chimique et de ses moyens (documentation, travaux de laboratoire et autres travaux techniques)
- la lutte préventive (par propagande matérielle, juridique et morale, auprès des autorités et du public)
- la défense des populations civiles par tous les moyens techniques

Art. 3:

l'Association ne poursuit aucun but lucratif

Art. 4:

l'Association coordonne son activité à celle des institutions officielles

Art. 5:

l'Association n'a aucun caractère politique ou confessionnel

Art. 6:

l'Association se compose de membres actifs et passifs, de membres à vie, individuels ou collectifs

Comité:

Président: M^e Pfund, avocat, président de l'Aéro-club romand de Lausanne.

Vice-présidents: Major F. C. Hoguer, président central d'«In Memoriam» Lausanne

D^r Maurice Muret, anc. Professeur en gynécologie à l'Université de Lausanne

Secrétaire-trésorier: MGK Demartines, le Grand-Pré, Prilly

Membres:

M. Emile Béranger, Aumônier de l'Hôpital cantonal, Lausanne

le Colonel Eugène Borel, Professeur de droit international, Genève

M. Georges Bridel, Conseiller municipal, Directeur de Police, Lausanne

M. Charles Colombi, Ingénieur, Professeur à l'Université, Lausanne

M. René Dornier, avocat à Fleurier (Neuchâtel)

D^r Francis Messerli, chef du Service d'hygiène de la Ville de Lausanne

le colonel F. Messmer, président central de l'«Aéro-Club suisse», Thoun

M. Louis Pelet, Professeur de chimie à l'Université, Lausanne

le Professeur D^r H. Plattner, président du groupe de l'Association suisse pour la SDN

M^{lle} Antoinette Quinche, avocate, Lausanne

M. Georges Rigassi, Directeur de la «Gazette de Lausanne», Lausanne

M. Pierre Rochat, Directeur de «La Revue», Lausanne

le D^r Fritz Schenkel, avocat, Zurich

le D^r Alf. Silbernagel-Coloyanni, anc. 1^{er} président du Tribunal civil, Bâle

M^e Henri Valloton, Conseiller National, Lausanne

Le Comité fit appel à toutes les bonnes volontés, à tous les patriotes (hommes et femmes), à tous les citoyens conscients et capables de comprendre qu'il s'agit là de protéger leur propre existence, celle de leurs enfants et de leur famille, contre les effets d'un cataclysme encore inconnu dans l'histoire. Le 6 juillet 1931, la conférence organisée à l'Aula du Palais de Rumine a obtenu un plein succès, et a eu un grand retentissement. La presse a renseigné abondamment le public. Les orateurs étaient: M^e Pfund, prof. Muret, M. G. Rigassi, M^{lle} Quinche, pasteur Béranger et le D^r Messerli. Le comité de l'Association reçut une lettre de félicitations du colonel Henri Guisan, pour l'organisation de cette conférence.

Le 9 novembre 1931, une conférence convoquée par le Conseil fédéral est organisée sur la protection des populations civiles, contre la guerre chimique. M. Minger, conseiller fédéral, a ouvert la conférence en attirant l'attention sur la question abordée, qui est des plus sérieuses. «Elle intéresse notre peuple tout entier, et sort du cadre de la politique des partis. Tous, nous appelons de nos vœux l'avènement de la paix et, s'il ne dépendait que de nous, nous décréterions aussitôt dans l'enthousiasme, l'abolition des guerres».

MM. Bridel et Messerli y prirent la parole et M^e Pfund, président de l'Association pour la protection des populations civiles contre la guerre chimique, fit un exposé sur l'organisation et le but de ce groupement, qui désire collaborer avec les autorités, tout en maintenant son autonomie.

Etant donné l'ampleur du programme d'activité envisagé, le titre de l'Association devient «Ligue suisse contre le péril aéro-chimique».

Le 3 novembre 1934, une Ligue suisse s'est créée à Zurich, sous le nom de «Schweizerischer Luftschutzverband» (Association suisse contre le péril aérien), présidée par M. Wiesendanger, chef de la police municipale. Notre Ligue est invitée à participer à la fondation et à y adhérer en qualité de Groupe cantonal vaudois. M^e Pfund et M. Hoguer, nos délégués, ont participé et accepté, en notre nom, de constituer le Groupe vaudois de cette grande Association. Quatorze cantons étaient représentés, ainsi que l'Autorité fédérale.

Le 30 novembre 1934, une assemblée extraordinaire de la Ligue suisse contre le péril aéro-chimique et la Section vaudoise, constituée entre-temps, M^e Pfund orienta l'assemblée sur la fondation d'autres associations aux buts identiques, dans d'autres

villes et même à Lausanne. La fondation de notre Ligue «aiguillon» le Gouvernement fédéral qui, finalement, créa un Office. Le chef, Dr König, nous avait priés de ne rien entreprendre et d'attendre ses directives. Les Chambres fédérales prirent enfin des résolutions pour la défense de la population.

Ces deux groupements doivent donc fusionner, et deviennent la Section vaudoise de l'Association suisse pour la Défense aérienne passive (DAP). M^e Pfund devient vice-président de cette Association suisse, et M. Hoguer, président de la Section vaudoise. Les statuts sont adoptés par l'assemblée générale extraordinaire à Lausanne, le 25 janvier 1935.

But: Information dans le cadre des prescriptions des autorités compétentes, en collaboration avec des autorités, sous forme de: conférences, démonstrations, expositions, publications, etc.

Du 7 au 22 septembre 1935, au 16^e Comptoir suisse, la première exposition en Suisse romande fut organisée sous le haut patronage du Commandant de corps d'armée Henri Guisan. Cette exposition obtint un plein succès auprès de la population. Elle démontra à la fois les moyens de défense de l'armée et les possibilités existantes de protection passive pour les civils.

M. Marcelin Cordone, chef cantonal vaudois de la DAP, membre du comité de notre Section, en était le responsable.

Les actes législatifs pris par l'arrêté du 29 septembre 1934, ont permis de mettre sur pied un dispositif qui fit ses preuves lorsque la guerre survint. L'effectif de la Section vaudoise dépassa 7000 membres pendant la guerre. La fin des hostilités provoqua la dissolution de l'Association suisse et des sections cantonales. Seule, celle du canton de Vaud subsista et transmit, par son organe officiel «l'Alerte aérienne» (journal romand et tessinois), une information restreinte aux abonnés de l'ancien Centre romand qu'elle avait créé.

Dès 1950, la situation internationale incite l'Autorité fédérale à réorganiser la Protection antiaérienne (PA). L'Association vaudoise participe en novembre 1954 à la fondation de l'Union suisse pour la protection des civils (USPC), et prend part, dès lors, à toutes les manifestations qui ont permis d'aboutir à la législation actuelle. Les membres de la Suisse romande et du Tessin, demeurés fidèles à l'Union vaudoise pour la protection des civils, ont été transférés aux sections cantonales de l'USPC, au fur et à

mesure de leur création. Depuis, nous comptons environ 500 membres.

Après avoir combattu en Suisse romande pendant 33 ans, «l'Alerte aérienne» a paru pour la dernière fois en décembre 1967, afin de renforcer la Revue «Protection civile» de l'USPC. Le 5 décembre 1955, le comité, convoqué par le vice-président, M^e Pfund, tint une séance à laquelle étaient invités: MM. Ernest Fischer, ancien Conseiller d'Etat, Joseph Martin, juriste au Service fédéral PA, et Roger Parisod, chef de la Protection civile de Lausanne. M. Ernest Fischer accepta la présidence pour succéder à M. Hoguer, président jusqu'en 1953. Les deux autres invités entrèrent au comité.

L'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1956 adopta les nouveaux statuts. M. Ernest Fischer décéda le 18 juin 1965; c'est M. Edmond Jaquet, ancien Conseiller d'Etat, qui fut nommé président en 1968 et fonctionna jusqu'en 1972.

Pour rendre service, M^e Pfund, toujours dévoué à la cause, préside l'UVPC de 1972 à 1974. Lors de l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 1974, j'ai accepté, provisoirement, de lui succéder.

Depuis 1935, M. Marcelin Cordone, membre du comité était vice-président, secrétaire-caissier, responsable de l'administration. En 1974, âgé de

84 ans, sa santé ne lui permettait plus de continuer ces fonctions, mais tellement attaché à la cause, il n'a jamais voulu mettre quiconque au courant, c'était, pour lui, une question vitale. Il comptait même pouvoir continuer jusqu'à l'assemblée générale de 1981, mais reconnaît qu'il aurait dû se libérer, il y a longtemps déjà.

Les membres du comité actuel ont œuvré et contribué à l'assainissement et à la restructuration de l'administration de l'UVPC, qui sera présentée tout à l'heure. (Mes vifs remerciements, bien mérités, Messieurs et chers collègues.) Notre mission d'information, en étroite collaboration avec les autorités et instances intéressées, est essentielle. Pour confirmer la nécessité d'information, il faut se souvenir de la remarque du Général Henri Guisan, dans son rapport à la fin du service actif:

«Une autre conséquence de la guerre totale se manifesterait sans doute encore dans un futur conflit.

La Défense nationale ne sera plus exclusivement l'affaire de l'armée, mais bien celle de tout le peuple. L'armée n'est plus le premier échelon et le plus puissant des moyens de défense. En cas de guerre, ce qui déterminera si la Suisse tient ou s'effondre, ce sera le comportement et l'esprit de solidarité de la population.»

Comité nommé par l'Assemblée générale du 20 mars 1982 au Centre cantonal d'instruction protection civile

Président:

M. Aubert Pierre, a. Conseiller d'Etat Vaudois

Membres:

M. Bally Roland, chef de l'Office cantonal PC

M. Chatelain Alain, chef intercommunal, Montreux

M^{me} Criblez Hélène, monitrice, déléguée de l'Association cantonale vaudoise des Samaritains

M. Huck Richard, chef intercommunal, président de l'Association cantonale vaudoise des chefs locaux

M^{me} Langenberger-Jäger Christiane, présidente de l'Association suisse pour les droits de la femme

M. Martin Joseph, avocat, a. juriste de l'Office fédéral PC

M. Parisod Roger, a. président et a. chef local de Lausanne

M. Regamey Edmond, délégué de la Croix-Rouge, Section de Lausanne

M^{me} Roulet Pierrette, présidente de l'Association des SCF, déléguée du Centre de liaison des Associations féminines vaudoises

La protection civile dans le canton du Vaud

ve. Un Vaudois sur trois dispose actuellement d'une place d'abris ventilés ou susceptibles d'être aménagés. 240000 places d'abris ventilés et 88000 places d'abris de fortune pouvant être aménagés sont à disposition des 521658 habitants du canton. Seuls 27% des Vaudois astreints à la protection civile ont été instruits. La progression annuelle de l'instruction varie entre 6 à 8%. Pour juger de l'état de la protection civile dans le Pays de Vaud, il faut se rappeler qu'avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection civile, c'est-à-dire jusqu'en 1978, seules 65 communes (avec une population de plus de 1000 habitants) étaient soumises à la législation sur la protection civile. Dès le 1^{er} février 1978, moment où toutes les communes ont été astreintes, ce nombre s'est élevé à 385, soit 320 nouvelles communes. La mise en place de l'organisation de même que l'octroi de crédits pour les constructions doivent être pris en considération à longue échéance, si bien que de

nombreuses années seront encore nécessaires jusqu'à ce que le canton de Vaud ait atteint le degré de préparation indispensable, ainsi qu'instruit et équipé ses effectifs réglementaires.

Actuellement, le canton de Vaud dispose d'un Centre cantonal d'instruction à Gollion. Ce Centre, à la demande des autorités, est réalisé en deux étapes. La première est en exploitation, la seconde en élaboration. Deux Centres régionaux à Villeneuve et Aubonne pour les régions d'instruction de l'Est et de l'Ouest sont également en activité et fonctionnent à la satisfaction des utilisateurs.

Un Centre d'instruction manque encore pour le Centre et le Nord du canton. La ville de Lausanne réalise actuellement un Centre communal qui sera vraisemblablement opérationnel au début de 1984.

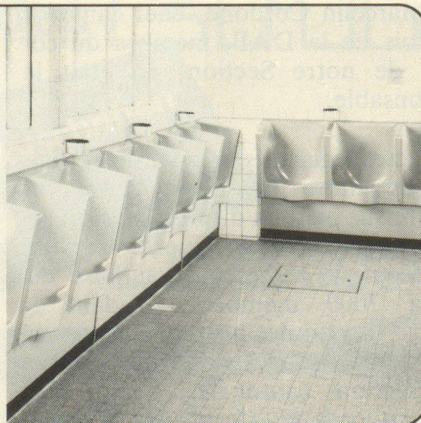
**F.ERNST
INGENIEUR AG**

Wassersparen ist Umweltschutz.

Urinoiranlagen System ERNST funktionieren ohne Wasserspülung und sind trotzdem absolut geruchlos und hygienisch.

Seit 80 Jahren sparen wir Wasser. Das ist gerade heute so wichtig wie eh und je. Wir helfen auch Ihnen Wasser sparen. Verlangen Sie bitte unsere ausführliche Dokumentation.

F. Ernst Ingenieur AG Weststr. 50-52, Postfach, 8036 Zürich, Tel. 01/33 60 66
Filiale Bern Mingerstr. 10, 3014 Bern, Tel. 031/42 54 40



Walliser Tuch- und Deckenfabrik AG, 1950 Sitten

spezialisiert in der Herstellung von Schlafdecken für Zivilschutz, verschiedene Qualitäten und Grössen. **Fabrikpreis.**

Fabrique valaisanne de tissus et couvertures SA, 1950 Sion

spécialisée dans la fabrication de couvertures pour la protection civile, différentes qualités et grandeurs. **Prix de fabrique.**

Telefon 027 23 22 33/34, Telex 38 394

Strom dient dem Militär...



**...Strom darf nicht knapp werden.
BKW**

Centre Cantonal de la Protection civile du Canton de Vaud

Paul Buetiger

La Construction du Centre Cantonal d'instruction du Canton de Vaud à Gollion a débuté en novembre 1977, celle du terrain d'exercice en juillet 1979. Les imprévus et la mauvaise qualité du terrain de sous-sol n'ont pas empêché que l'exploitation du Centre et ses installations soit effective à partir du début de 1980. A part l'inauguration, célébrée le 24 avril 1980, le Centre a rempli de façon discrète et satisfaisante sa mission d'instruction, de façon si discrète que les Autorités et la population des Communes avoisinantes ont demandé d'en savoir plus sur cette institution qu'est la Protection civile et qu'ils ont avec humour baptisée «le Péril jaune», raison laquelle le Service Cantonal de la Protection civile a décidé de mettre sur pied deux journées «Portes ouvertes», les 12 et 13 juin 1982.

Dans les grandes lignes, le Centre cantonal comporte:

a) pour l'instruction:

- 1 salle de théorie générale d'une capacité de 100 places environ
- 6 salles de classes pouvant accueillir une dizaine de personnes
- 1 local de rapport pour les instructeurs
- 1 salle des modèles destinée à l'entraînement à la conduite des abris offrant 100 places protégées
- divers locaux pour l'équipement et les moyens d'enseignement
- 15 garages

- 1 terrain d'exercice appelé «piste d'entraînement», situé dans le Vallon de Valezard, comprenant des objectifs doubles, destinés actuellement à l'instruction technique des membres des formations PLCF et, par la suite, à l'engagement tactique des détachements d'intervention.

- Le poste de commandement de l'organisme de protection de la Commune de Penthaz, utilisé lors d'exercices des services d'Etat-Major.

b) pour le logement et la restauration:

- 16 chambres à 4 lits
- des vestiaires et des locaux sanitaires
- 1 cantine (réfectoire) de 120 places
- 1 cuisine et ses annexes

c) pour l'administration:

- 3 bureaux, dont 1 secrétariat

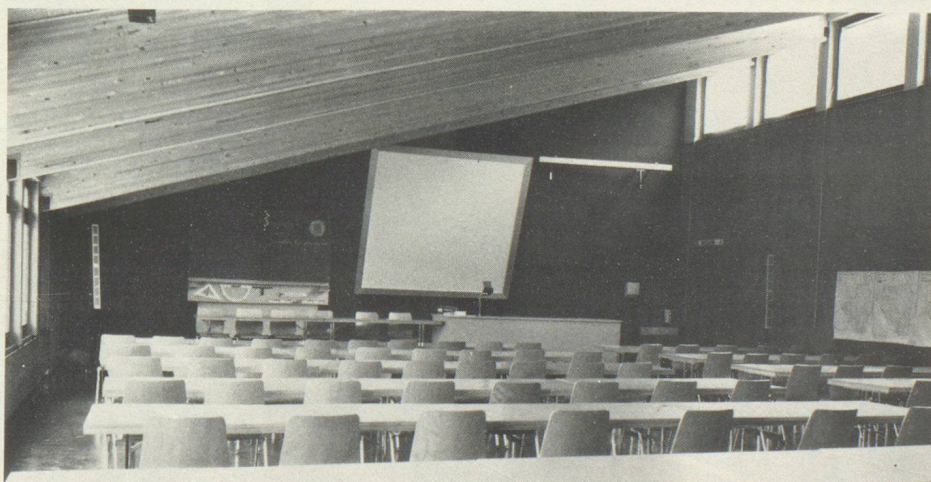
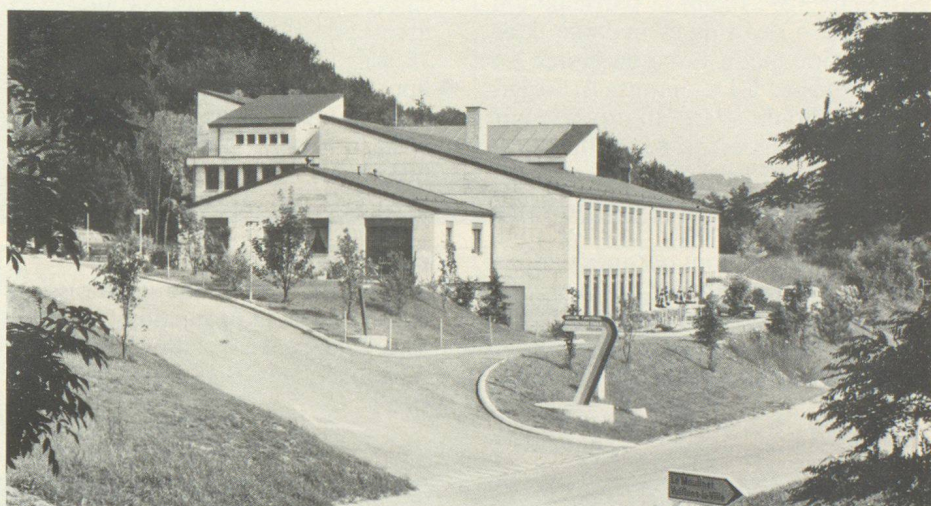
- réception
- 1 infirmerie

d) les bureaux Cantonaux de l'instruction:

- 1 secrétariat
- 4 bureaux
- 1 local économat-archives

e) Le poste régional de réparation (PRR) composé de 4 ateliers, de plusieurs dépôts, d'un bureau et d'un vestiaire

f) un appartement de 4 pièces pour le concierge, des locaux techniques et de conciergerie.



Canton du Jura

Une commission cantonale

Au cours de ses délibérations, le Gouvernement de la République et Canton du Jura a traité de plusieurs sujets.

Il a notamment:

- approuvé la convention tarifaire du 16 mars 1982 fixant la participation financière des caisses maladie dans la division médicalisée du Home La Promenade, à Delémont. A l'origine, ce home était un foyer pour personnes âgées ne nécessitant pas de soins médicaux. Il est devenu aujourd'hui l'hôpital gériatrique du district de Delémont. En effet, près de 95 % des lits sont occupés par des malades chroniques et des pensionnaires médicalement indépendants. Suite à l'accord passé avec la Fédération des caisses maladie, la capa-

cité d'accueil de la division des malades chroniques passera de 80 à 120 lits;

- approuvé l'accord tarifaire conclu entre le Centre médico-psychologique et la Fédération cantonale des caisses maladie qui prévoit une augmentation de leurs prestations de 15 %;
- approuvé un nouveau barème cantonal pour le Service dentaire scolaire qui sera publié au Journal officiel;
- pris acte du rapport annuel pour l'année 1981 du Service du contrôle des finances;
- décidé de créer une commission cantonale de la protection civile qui sera appelée à conseiller le Gouvernement quant à la réalisation du

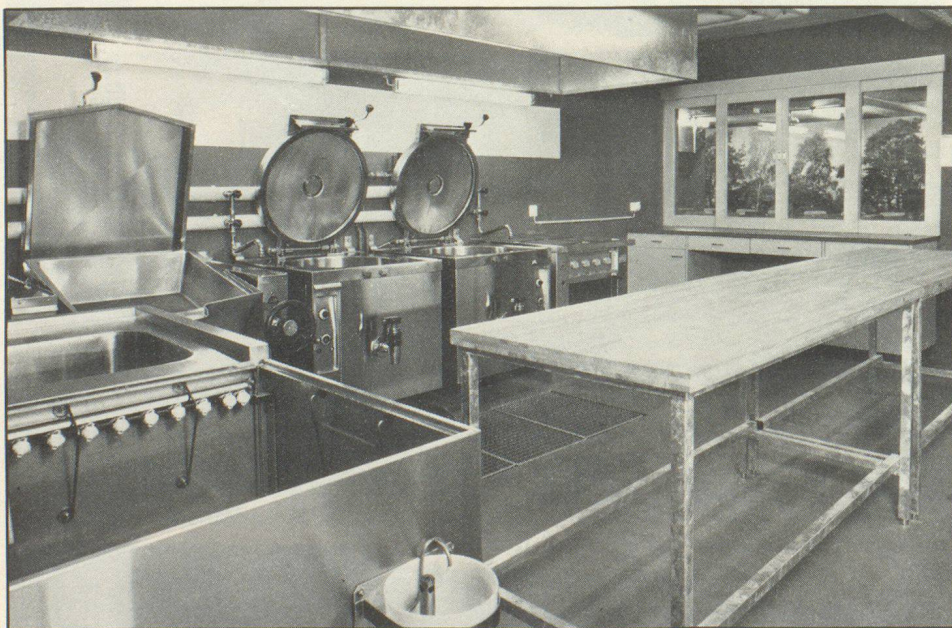
programme de protection civile, au sens de la législation fédérale.

Visite d'une entreprise

En fin de journée, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises, le Gouvernement a répondu à l'invitation de la direction d'une importante entreprise de la vallée de Delémont qu'il a visitée. Le Gouvernement, attentif au développement industriel du canton, entend être à l'écoute des responsables de l'économie jurassienne, des besoins qu'ils expriment, de leurs préoccupations pour assurer le maintien et l'augmentation du volume des emplois. Les visites d'entreprises qu'il a déjà effectuées et celles qui sont encore prévues jusqu'à la fin de l'année permettent aux membres de l'exécutif d'avoir des informations et des avis de première main pour prendre toute décision relative au développement économique du canton. (rpju)

Le Démocrate, Delémont

1



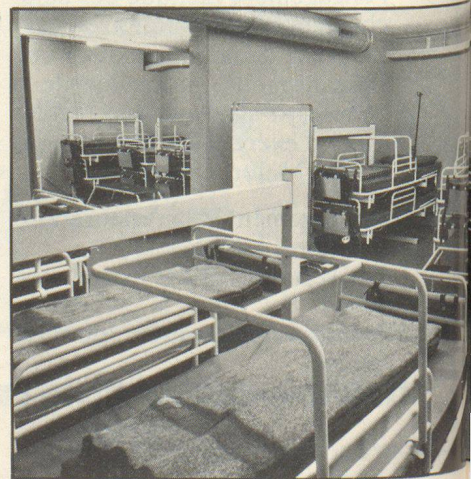
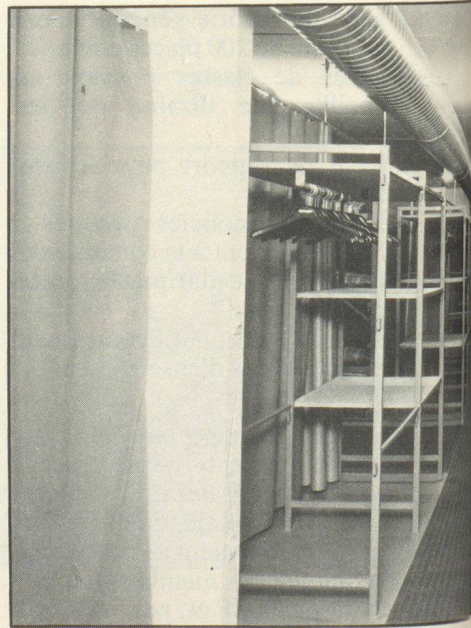
Zivilschutzanlage «Bäumlihof»

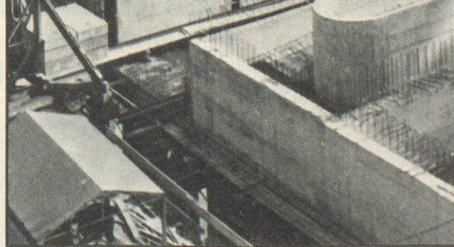
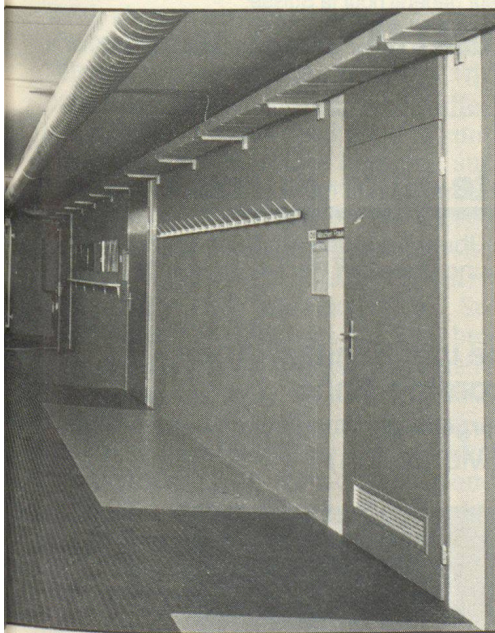
(Fotos 1, 2, 3, 4)

ve. Am 23. Juni 1982 wird in Basel die kombinierte Zivilschutzanlage «Bäumlihof» eingeweiht. Anlässlich zweier Tage der offenen Tür kann die Anlage besichtigt werden: Freitag, 25. Juni 1982, 17 bis 21 Uhr, und Samstag, 26. Juni 1982, 10 bis 17 Uhr. Die kombinierte Anlage ist in drei Hauptteile gegliedert: Ein Sammelschutzraum für ca. 1000 Personen mit Schlafabteilen für je 9 Personen, eine Sanitätshilfsstelle mit Operationstrakt,

Operationsraum mit Sterilisation, Labor und Apotheke, Pflegeräume mit 128 Liegestellen sowie ein Kommandoposten und die Bereitstellungsanlage. Sie umfassen den Kommandotrakt mit Übermittlungs-, Nachrichten- sowie mit Funk- und Kommandoräumen. Für die gesamte Zivilschutzanlage ist eine gemeinsame Infrastruktur vorhanden, bestehend aus zwei separaten Ventilationsanlagen, einem Notstromaggregat mit einer Ölreserve ausreichend für 14 Tage und einem Wassertank. Als Ergänzung der Trinkwasserversorgung ist eine leistungsfähige Grundwasserfassung vorhanden. (Fotos: E. Schärer, Basel)

2



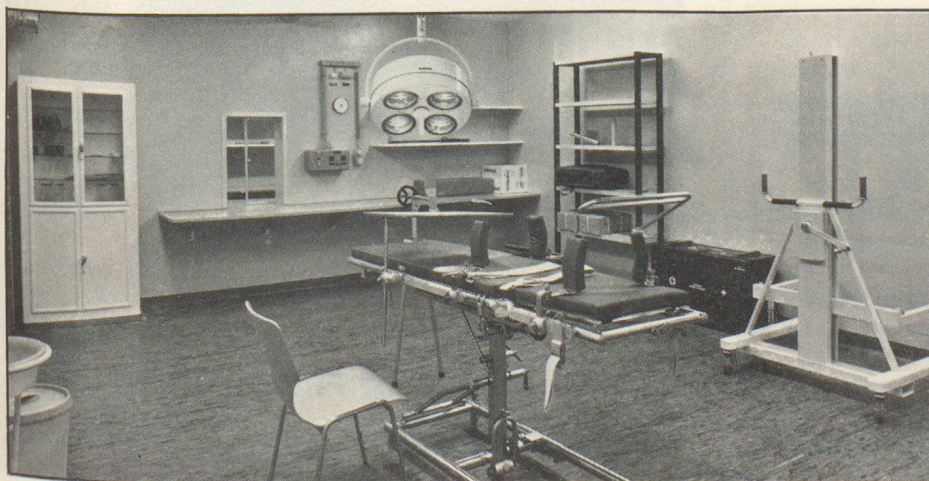


GOPS Aarau (Fotos 5, 6)

azv. Am 9. Juni 1982 wurde in Aarau eine Geschützte Operationsstelle (GOPS) im Beisein von Herrn Direktor Hans Mumenthaler, Bundesamt für Zivilschutz, durch die Regierungsräte Ursprung und Huber offiziell eröffnet.

Die GOPS umfasst 4 Operationstische sowie 500 Liegestellen, davon 60 Intensivbetten. Sie ist innerhalb des Spitalkomplexes so eingeordnet, dass sie mit unterirdischen Gängen mit dem übrigen Spital in Verbindung steht. Auf der GOPS befindet sich ein Helikopter-Landeplatz. Die GOPS kann neben 500 Patienten 300 Mitarbeiter aufnehmen und ist mit den neuesten Erkenntnissen des nuklearen elektromagnetischen Impulses geschützt. Die Gesamtkosten betrugen etwa 7,2 Mio. Franken, was pro Patientenliegestelle etwa 14400 Franken entspricht.

(Foto: R. Kaysel, Birmenstorf)



Bernischer Zivilschutzverband wächst!

ve. Eine erfreuliche Zunahme von 122 Mitgliedern (1981 auf 1982) konnte der Bernische Bund für Zivilschutz an seiner ordentlichen Versammlung vom 30. April 1982 feststellen. Der Verband zählt heute 3143 Mitglieder. Einstimmig wurde im weiteren die neue Verbandsbezeichnung gutgeheissen: «Bernischer Zivilschutzverband». Als Nachfolgerin für den zurückgetretenen Jean Comment wählte die Versammlung Theres Isenschmid, Thun, zur neuen Vizepräsidentin. Im Vorstand nehmen neu André Grütter, Tramelan, als Vertreter des Berner Juras, und Susanne Schneeberger Einsitz.

Der Präsident des Bernischen Zivilschutzverbandes, Nationalrat Dr. iur. Heinz Bratschi, kam zu Beginn der Versammlung auf die Kritik am Zivilschutz zu sprechen: «Angefangen hat es mit einem kritischen Referat des Chefs des Zivilschutzes vom Kanton Zürich. Man ginge fehl, wenn diese Kritik einfach als übertrieben oder gar zivilschutzfeindlich klassiert würde. Seien wir ehrlich: Einen Schuss vor den Bug unseres Zivilschutzschiffes schadete im Grunde gar nicht. Denn allzu lange hat man nun überall – auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene – den Zivilschutz mit seinen Anliegen als zweitrangig behandelt. Überall wurden die Kredite gekürzt und Dringliches zurückgestellt. So weit, dass wir nun das angestrebte Ziel, nämlich einen kriegsgenügenden Zivilschutz bis 1990 zu schaffen, erst ungefähr im Jahre 2000 erreichen werden. Wichtig scheint uns, dass wir aus der geübten Kritik die richtigen Konsequenzen ziehen. Es gibt Kreise, die gegen die Landesverteidigung und damit auch gegen den Zivilschutz sind. Diesen Leuten sei ins Stammbuch geschrieben, dass in einem Kriegsfall 90% der Zivilbevölkerung auf sich selber angewiesen sind und sich deshalb selbst helfen müssen. Es gibt aber nur eine Selbsthilfeorganisation, welche diese Aufgabe übernehmen kann: der Zivilschutz. Nicht die Armee – sie hat andere Aufgaben –, sondern der Zivilschutz mit seinen Schutzbauten und zivilen Organisationen von Bund, Kantonen, Gemeinden und Betrieben können hier die sonst den feindlichen Angriffen völlig preisgegebene Bevölkerung schützen helfen. Der Zivilschutz als dezentralisierte Organisation, bei der die Gemeinden die Hauptrolle zu übernehmen haben, ist dabei am besten geeignet, im Ernstfall

auch bei Zerstörung verschiedener Zentren weiter zu funktionieren. Zudem ist der Zivilschutz schon heute – und das wird von vielen immer wieder vergessen – eine der wichtigsten Katastrophenorganisationen, die uns im Frieden zur Verfügung stehen. Wir brauchen also nicht nur einen Zivilschutz für den Krieg, sondern auch einen Zivilschutz für den Frieden.

Wenn wir den heutigen Stand des Zivilschutzes objektiv betrachten, so müssen wir zugeben, dass uns bis zum Endausbau noch eine grosse Arbeit wartet. Wir dürfen aber auch mit Genugtuung festhalten, dass schon recht viel geleistet wurde. Vergleicht man das erreichte Resultat mit den Mitteln, die uns zur Verfügung standen, so können wir mit dem Erreichten mehr als zufrieden sein. Dies soll natürlich nicht dazu führen, nun auf den Lorbeeren auszuruhen. Als Auf-

munterung zu weiteren Anstrengungen haben wir die Kritik aus Zürich verstanden, und so ist sie wohl auch am Platze – selbst wenn sie von uns geruhsamen Bernern im Ton vielleicht etwas zu «auflüpfig» empfunden wird.» Der Direktor des Bundesamtes für Zivilschutz, Fürsprecher Hans Mumenthaler, erinnerte daran, dass die Schweiz hinsichtlich Zivilschutz im Vergleich zum Ausland in einer beneidenswerten Situation sei. Allerdings müsse der Zivilschutz versuchen, den Perfektionismus abzulegen und einfach zu bleiben. Fürsprecher Mumenthaler rief vor allem die Gemeinden auf, den Gedanken des Zivilschutzes vermehrt in die Bevölkerung zu tragen; ein ausgezeichnetes Mittel dafür seien die lokalen Zivilschutzübungen, die phantasievoller und attraktiver gestaltet werden sollten.

Das Tätigkeitsprogramm 1982 des Verbandes sieht unter anderem am 30. Oktober einen Bernischen Zivilschutztag vor. Geplant ist weiter im November/Dezember eine Fachtagung für die Dienstchefs Sanität.

Mitgliederversammlung des Aargauischen Zivilschutzverbandes

P.H. Der Aargauische Zivilschutzverband bot seinen Mitgliedern an der Generalversammlung (29. April 1982) im Gemeinschaftshaus BBC Martinsberg in Baden einen gehaltvollen, abgerundeten Vortrag über das vielschichtige Thema «Schweizerische Sicherheitspolitik als Friedenspolitik». Referent war der Direktor der Zentralstelle für Gesamtverteidigung, Dr. phil. Alfred Wyser.

Die Jahresgeschäfte

Zuvor nahm Präsident Nationalrat Dr. Leo Weber Stellung zu den Routinegeschäften. Er teilte unter anderem mit, das Gesetz über die Katastrophenhilfe werde voraussichtlich erst im Jahre 1983 zur Abstimmung kommen. Er resümierte den Einsatz der Frauen im Zivilschutz, wo sie dringend erforderlich sind. Bisher verzeichne man im schweizerischen Zivilschutz ein grosses Manko an Frauen. Das «schwache Geschlecht» müsse jedoch in Kursen auf seine Aufgaben vorbereitet und entsprechend ausgebildet werden. Es werde oft die Frage gestellt, ob die Frau im Zivilschutz überhaupt mitmachen soll? Erreichtes und Erwünschtes wurden einander gegenübergestellt und die

Tatsache, dass sich der Schweizerische Bund für Zivilschutz 1981 wegen Kritik in den eigenen Reihen verteidigen musste, nicht verschwiegen.

Ersatzwahl in den Vorstand

Im Vorstand reichte Peter Matter, Zofingen, seine Demission ein. Er wurde durch den Zofinger Zivilschutz-Ortschef Hans Lanz ersetzt. Dr. iur. Hanspeter Brenner warf einen Blick auf das Tätigkeitsprogramm des laufenden Jahres. Am 27. Juni ist in Aarau eine grosse Zivilschutzübung, die vor allem als Demonstration gedacht ist, vorgesehen. Die Übung soll gemeinsam mit Luftschutztruppen durchgeführt werden. Am 2. und 16. November wird – jeweils abends – in Windisch eine «drehbuchmässig durchgeführte Schau» zum Thema: «Was geschieht, wenn ein Truppenkommandant in eine Ortschaft kommt», inszeniert werden. Die Aufklärung erstreckt sich vor allem auf die Frage: «Was geschieht im Ernstfall mit der Zivilbevölkerung?»

Direktor Wyser

zur schweizerischen Sicherheitspolitik
In einem mindestens anderthalbstündigen Referat unterstrich Direktor

Dr. A. Wyser die Bedeutung der Gesamtverteidigung im Sinne der Förderung der schweizerischen Sicherheitspolitik. Der Begriff «Gesamtverteidigung» werde heute intensiver diskutiert als früher, aber vor «einem stark veränderten politischen Klima». Ein weltpolitischer Überblick ergab, dass sich die Fronten verhärtet haben und dass die Wetterlage am politischen Horizont alles andere als heiter ist. Die Verantwortung trage einerseits die Sowjetunion mit ihrer Aufrüstung und Expansionspolitik, andererseits aber auch die USA, deren Aussenpolitik nicht immer sehr geschickt sei. Heute seien wir so weit, dass eine Kleinigkeit die grössten Auswirkungen haben könne, womit die Lage mit jener vor dem Ersten Weltkrieg vergleichbar sei. Die Falklandinseln-Krise streifend, erklärte Wyser, die Antarktis sei zwischen den USA und der Sowjetunion noch nicht aufgeteilt; diesbezügliche Spannungen seien deshalb möglich. Da der Frieden in der Welt eine höchst labile Angelegenheit geworden sei, müsse unsere Antwort in einem Gesamtverteidigungskonzept liegen. Der Referent zeigte sich über jene Miteidgenossen besorgt, die «abwegige Ideen» von der Gesamtverteidigung haben und ihre Notwendigkeit nicht einsehen wollen. Es sei ein Gespräch zwischen zwei Generationen im Gange, wovon die eine den Zweiten, teils sogar noch den Ersten Weltkrieg erlebt hat, die andere nicht. Eine gewisse Geschichtsfeindlichkeit hindere diese Leute daran, die Gegenwart richtig zu beurteilen bzw. einzuschätzen. «Wir sollten nicht ohne geschichtliche Erkenntnisse leben», mahnte Wyser, denn «sicherheitspolitische Vorstellungen des Zivilschutzes basieren auf geschichtlichen Erkenntnissen der Vergangenheit.»

«Frieden erhalten: Erstes Prinzip schweizerischer Politik»

Die schweizerische Aussenpolitik sei seit jeher darauf ausgerichtet, den Frieden, aber auch die Freiheit sicherzustellen. Keiner dieser Begriffe sei ohne den andern denkbar und durchführbar. Es gebe keinen wahren Frieden ohne entsprechende Unabhängigkeit. Leider seien Kräfte am Werk, die gegen diese Staatsmaxime arbeiten, wir lebten in einer Epoche der indirekten Kriegführung, der Machtkampf zwischen zwei Welten finde schon jetzt statt. Personelle und materielle Vorbereitungen müssten zugunsten der Sicherheitspolitik getroffen werden; die Gemeinden, der Kanton und der Bund teilten sich in die Aufgaben der Gesamtverteidigung, das heisst sowohl die Armee wie auch die zivilen Behörden. Es handle sich hier

um eine uralte Form schweizerischer Zusammenarbeit in der Abwehr. Zivile Gewalt wache über der Gesamtverteidigung, bei der es sich um eine echte Koordination von zivilen und militärischen Mitteln handle. Die Stärkung der Armee soll suggerieren, dass es sich nicht lohnt, unser Land anzugreifen; die Gesamtverteidigung dient folglich der Friedenssicherung, sie soll kriegsverhindernd sein. Schliesslich wünschte der Referent mehr Vertrauen in unseren Zivil-

schutz, ein Vertrauen, das durch Übungen und Demonstrationen gefestigt werden könne. Freilich seien wir nicht gegen alle Eventualitäten gerüstet, «aber wir müssen das Menschenmögliche tun», sagte Wyser abschliessend.

In der Diskussion wünschte Nationalrat Beda Humbel «mehr Information». Er wandte sich gegen den weitverbreiteten Pazifismus, womit er auf die an unserer Landesverteidigung oft geübte Kritik anspielte.

Informer davantage

L'Association fribourgeoise pour la protection civile tenait le 7 mai 1982 à Fribourg son assemblée générale annuelle. Les débats, présidés par Charles Reichler, eurent lieu en présence du conseiller d'Etat Ferdinand Masset, du conseiller communal de Fribourg Anton Cottier, des représentants de l'Office fédéral ainsi que des cantons de Genève, Neuchâtel, Valais et Vaud.

Le président Reichler rappela en quelques mots que l'association fut fondée en 1957 et qu'elle aurait pu fêter ses vingt-cinq ans, si, durant dix années, soit entre 1963 et 1973 elle n'était pas tombée en veilleuse. Les dédales de l'activité ont amené les membres à suivre quelques conférences, dont l'une notamment sur les catastrophes d'Algérie et les enseignements que l'on peut en tirer, plus particulièrement du côté de l'organisation du service sanitaire.

Parallèlement, elle s'est associée au travail de la protection des biens culturels qui a également besoin de la protection civile dans toutes les phases de préparation et de mise à l'abri du patrimoine. Plusieurs membres de l'association ont aussi répondu à l'invitation pour une visite commentée des laboratoires atomiques et chimiques de Spiez.

Un petit dépliant

Le but principal de l'association reste, comme le souligne l'article 2 des statuts, «d'informer la population sur les mesures de protection civile, de lui faire prendre conscience de leur nécessité et de leur utilité en cas de guerre et de catastrophe»; l'association s'est donc attachée à publier et à diffuser un petit dépliant à l'usage de ses membres, petit dépliant dans lequel sont traitées les questions de l'alarme générale, de l'alarme radioac-

tivité et alarme eau en cas de rupture éventuelle d'un barrage.

Dans son allocution, Ferdinand Masset souligna l'activité de l'association: même si tout n'est pas spectaculaire, cette activité est constante et, grâce aux ramifications de l'association, la protection civile est actuellement comprise et acceptée. Certes un grand travail de vulgarisation et de promotion a été fait, mais l'argent – ou son manque – ne permet pas toujours de réaliser ce qu'on voudrait et il devient nécessaire, au vu des moyens financiers de fixer des priorités. Mais la loi d'application cantonale votée sans discussion au Grand Conseil constitue pour le canton un instrument de travail efficace.

De son côté, Anton Cottier tint à apporter à l'association son soutien et à dire qu'il sentait le besoin d'une protection civile comme complémentarité pour veiller à l'approvisionnement et à la sauvegarde des biens de la population civile. En conclusion, le président Reichler tint à exprimer ses remerciements aux invités et membres pour leur participation et à ses collaborateurs du comité, plus spécialement MM. Verillotte et Wassmer, membres du bureau.

La Liberté, Fribourg

Die Generalversammlung der Sektion Graubünden findet statt:

Freitag, 18. Juni 1982, in Chur, Hotel Stern

**19.00 Uhr
Generalversammlung**

**20.15 Uhr
Vortrag von Heinrich Stelzer, Chef des Amtes für Zivilschutz des Kantons Zürich, zum Thema:
Der Stellenwert des Zivilschutzes heute und in Zukunft**

Für Feuerwehr Zivilschutz Kommunal- betriebe

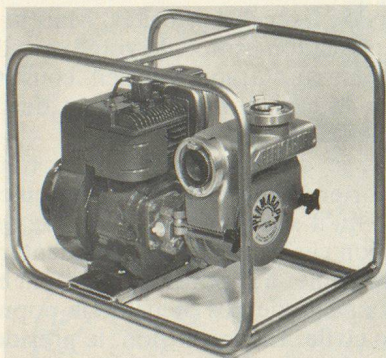


Allround- Verdrängerpumpe

Weil für Sie vor allem

- polyvalente Einsatzmöglichkeiten
- Standfestigkeit gegenüber Schmutzwasser
- Mobilität
- geringes Gewicht
- sichere und einfache Handhabung
- einfacher Unterhalt
- Express-Ersatzteilservice

ins Gewicht fallen.



Mit Flachsauger abpumpen bis auf
4 mm

NEU Mit Bodensauger
PERMAROP absaugen
wie ein Wassersauger
Mit Öl-Absauggerät

Verlangen Sie Unterlagen oder
unverbindliche Vorführung

PERMAROP AG

Bubenberglplatz 8

3001 BERN

Telefon 031 21 04 42

Zivilschutz- Aufklärungsvorträge im Kanton Graubünden

Fritz Wieland, Sekretär der Sektion
Graubünden des SZSV

Im Bewusstsein, dass Aufklärung und Motivation für den Zivilschutz ein vordringliches Anliegen ist, hat die Sektion Graubünden in den Monaten Februar und März 1982 alle Gemeinden des Prättigaus in einen Vortragszyklus einbezogen. In Zusammenarbeit mit den Gemeindevorständen wurde in den sogenannten Leitgemeinden Jenaz, Grüşch, Küblis und Schiers, unter Einschluss der übrigen 10 Gemeinden, eine erste Vortragsreihe mit Filmvorführung über «Die Organisation des Zivilschutzes» durchgeführt. Die zweite Vortragsreihe, eben-

falls mit Filmvorführungen, orientierte über den koordinierten Sanitätsdienst. Obwohl eine orientierende Einladung in alle Haushalte verteilt wurde, hielten sich die Besucherzahlen in bescheidenen Grenzen. Hervorgehoben werden darf hingegen die positive Einstellung der verantwortlichen Gemeindebehörden, welche diese Aufklärungsvorträge begrüsst und auch unterstützt haben. Als letzte Prättigauer Gemeinde folgt zu einem späteren Zeitpunkt noch Klosters. Aufgrund der gewonnenen Erkenntnisse plant die Sektion Graubünden die Weiterführung dieser Aufklärungskampagne im Laufe des Herbstes 1982 in weiteren Regionen.

Delegierten- versammlung 1982

«Ziel und Zweck des Zivilschutzverbandes heute – eine Standortbestimmung» heisst das Thema der Delegiertenversammlung 1982 des Schweizerischen Zivilschutzverbandes. Sie findet statt am:

Samstag, 28. August 1982

in Schaffhausen (in der Rathauslaube). Nach der Behandlung der Traktanden wird der Direktor der Zentralstelle für Gesamtverteidigung, Dr. Alfred Wyser, über Sicherheitspolitik und Fragen einer friedensfördernden Politik referieren. Im ehrwürdigen Kreuzsaal des Museums Allerheiligen soll dann der Aperitif und im Casino das Mittagessen serviert werden.

Assemblée des délégués 1982

ve. «Les objectifs de l'Union suisse pour la protection civile aujourd'hui; le point de la situation» tel est le thème de l'Assemblée des délégués de 1982 de l'Union suisse pour la protection civile, qui aura lieu le

Samedi 28 août 1982

à Schaffhouse (à la «Rathauslaube»). Les délibérations selon l'ordre du jour seront suivies d'un exposé du Directeur de l'Office central de la défense, M. Alfred Wyser, D'ès lettres, sur la politique de sécurité et les problèmes que posent la promotion d'une politique de recherche de la paix. Puis l'apéritif aura lieu dans la vénérable «salle de la croix» (Kreuzsaal) du Musée de Tous-les-saints et le repas de midi sera servi au Casino.

Küchen für die Kriegswirtschaft und Zivilschutz

25 Jahre
im Dienste der
Gemeinschafts-
Verpflegung



haari ag zollikerberg Langwattstrasse 27
8125 Zollikerberg,
Tel. 01 391 71 00

Das perfekte
Beschriftungs-System
mit 20.000-facher
Bewährung

Moeschlin AG
8401 Winterthur
Telefon 052 22 12 07

neo print

Zivilschutz-Fachverband der Städte tagte

ve. Die Jahresversammlung des Schweizerischen Zivilschutz-Fachverbandes der Städte fand am 7. Mai 1982 in Freiburg statt. Anstelle des als Vorstandsmitglied zurückgetretenen Franz Reist wurde neu als Co-Präsident Hans Feuz, Bern, gewählt. An der Versammlung wurde auf die Bedeutung der im vergangenen Jahr geführten Gespräche mit den Korpskommandanten Zumstein und Mabilard hingewiesen. Im Vordergrund standen eine bessere Information über den Zivilschutz in der Armee, die Zusammenarbeit Armee/Zivilschutz allgemein, der Kadernangel im Zivilschutz sowie Fragen im Zusammenhang mit der Kriegsdispensation von Truppenkommandanten, die gleichzeitig wichtige Funktionen im Zivilschutz innehaben. Nach einem ausführlichen Vortrag von Gino Arcioni über den Stand des Kulturgüterschutzes in der Schweiz hatten die Versammlungsteilnehmer Gelegenheit, das «Musée d'art et d'histoire» zu besichtigen.

Non à la défaillance

AG. Les membres de l'«Association professionnelle suisse de Protection civile des villes» se sont retrouvés le 7 mai 1982 à Fribourg pour y tenir leur assemblée annuelle. Ils avaient choisi le Musée d'art et d'histoire pour faire le point de leurs activités et pour entendre un exposé de M. Gino Arcioni, président de la Société suisse de la protection des biens culturels. Avant de retourner dans leurs villes respectives, les «passionnés» de protection civile ont dîné à la même table et ils ont visité le Musée d'art et d'histoire dans sa nouvelle forme.

L'Association de protection civile a été fondée en 1965. Elle regroupe aujourd'hui 31 villes et quelques membres individuels. «Compte tenu de la situation internationale, dont l'image est journalièrement rapportée pas les mass media, il n'est pas étonnant que nos préoccupations soient nombreuses. Et quand notre imagination gambade pour préparer et mettre au point nos exercices d'état-major, nos soucis deviennent aigus. C'est alors que seules des réactions positives nous permettent de surmonter les obsta-

cles: la défaillance et le pessimisme ne sont pas tolérables et le temps est bien trop précieux pour être perdu à se lamenter ou gaspillé en de vaines et stériles critiques.» C'est ainsi que s'est exprimé M. Eric Ischi, président de l'association et chef local de la protection civile de Genève.

Instruction, constructions, matériel, administration: chacun de ces domaines a sa commission, issue des rangs de l'association. M. Ischi a rappelé que ces commissions avaient pour tâche d'assurer une application réaliste des directives fédérales en matière de protection civile. De l'année 1981, le président a notamment retenu l'exercice pratique et la journée d'instruction sur l'utilisation des installations, ainsi qu'un séminaire sur «l'état-major de direction d'une ville». Cette dernière manifestation avait été organisée en collaboration avec l'Union des villes suisses. D'autre part, pour la première fois, le comité de l'association a pu s'entretenir avec deux com-

mandants de corps de l'armée, à savoir Jürg Zumstein et Roger Mabilard.

Energique!

Après l'élection du nouveau vice-président, M. Hans Feuz, qui remplace M. Franz Reist, l'assemblée a écouté l'énergique Gino Arcioni, qui s'exprimait sur le thème de «La protection des biens culturels dans le cadre de la défense générale». La Suisse a adhéré en 1962 à la Protection des biens culturels, instituée par la Convention internationale de La Haye en 1954. Septante autres Etats sont parties à cette convention. M. Arcioni a exposé les buts de la Société suisse pour la protection des biens culturels, dont il est le président: la société «s'est donné pour tâche de lutter par tous les moyens pour la sauvegarde et la transmission intacte de notre Patrimoine culturel aux générations futures». Pour le reste, l'orateur a davantage parlé de défense générale que de protection des biens culturels.

La Liberté, Fribourg

Kanton Bern: Zivilschutzstellenleiterverband bald Wirklichkeit

ve. Im Kanton Bern soll ein Zivilschutzstellenleiterverband gegründet werden. Die Zivilschutzstellenleiter wollen unter anderem

- die Berufs- und Gemeindeinteressen wahren;
- aktuelle Berufsangelegenheiten besprechen und sich gegenseitig in der praktischen Tätigkeit unterstützen;
- die Berufsausbildung fördern;
- Gutachten betreffend Besoldungs- und Organisationsfragen

in den Gemeinden beraten und ausarbeiten.

Jeder bernische Zivilschutzstellenleiter und dessen Stellvertreter kann Mitglied dieses Verbandes werden. Die Beamten und Angestellten der bernischen Militärverwaltung, insbesondere des Amtes für Zivilschutz, werden als Passivmitglieder mitwirken. Im Herbst 1982 soll die Gründungsversammlung stattfinden.

Former et informer, les deux axes principaux

Les chefs locaux de la protection civile du canton de Neuchâtel se sont retrouvés aux Hauts-Geneveys, aux Perce-Neige, samedi matin pour leur assemblée annuelle. Le président André Furrer a mené les débats et tout d'abord salué une assemblée bien revêtue puisque quelque 70 membres siégeaient dans la cafétéria de l'institution. Il a également excusé M. René Felber, conseiller d'état, et le commandant René Habersaat retenus par d'autres charges.

Dans son rapport d'activité, M. Furrer a d'abord rappelé les buts de l'association: développer, étudier, unifier tous les problèmes que pose la protection civile. En 1981, le comité a traité les affaires courantes, c'est-à-dire qu'il a aidé, conseillé, informé à la demande tous les chefs locaux. Il s'est occupé de mettre au point une information aux propriétaires d'immeubles sur le thème: «Comment aménager votre abri». Il s'est préoccupé également de développer ses relations avec les ser-

vices et sociétés impliqués dans l'existence de l'association: ses relations sont au beau fixe avec le Département des finances, dont dépend la protection civile, avec l'Association cantonale neuchâteloise pour la protection civile, avec la Fédération cantonale des sapeurs-pompiers, avec les services de la défense générale, avec les associations romandes et tessinoises similaires.

Exercices en vue

Les exercices dans les communes se poursuivent de manière réjouissante. Un thème majeur pour l'année à venir dans ce chapitre: l'attribution des

places protégées, l'occupation des abris. Le président encourage vivement les communes qui ne se sont pas encore livrées à cet exercice à le faire. Huit communes déjà expérimentées se tiennent à leur disposition pour partager les fruits de leur expérience.

Ce fut presque heureux, car M. André Laubscher, chef cantonal de la protection civile, eut à répondre à tant de questions que l'heure disponible fut bientôt écoulee. La majeure partie de ces questions concernait l'instruction et l'information. Les services cantonaux se sont fixés pour objectif de réduire par un travail plus spécifique l'écart entre les communes dans leur

préparation à leurs tâches de protection civile. Le dialogue semble devoir être le mot d'ordre dans les négociations avec les présidents de commune pas encore décidés à faire avancer leur programme. Un nouveau centre d'instruction, pour le canton cette fois, le programme de livraison du matériel, la fiscalité, les congés accordés par les employeurs, l'intégration de la protection civile et des troupes PA de l'armée: tels furent les thèmes abordés dans cette discussion largement ouverte qui s'est poursuivie jusqu'à l'heure de la visite des Perce-Neige.

Ch.G.

Fan L'express

Kolloquium I/82 SGKGS

Gino Arcioni, Präsident der Schweizerischen Gesellschaft für Kulturgüterschutz

Die Schweizerische Gesellschaft für Kulturgüterschutz führte am 14. Mai 1982 – genau 28 Jahre nach der Unterzeichnung der Haager Konvention vom 14. Mai 1954 für den Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten – in der Abbatte d'Hauterive (bei Freiburg) ihr diesjähriges erstes Kolloquium durch.

In Anwesenheit von Regierungsrat Rémi Brodard, Vorsteher des kantonalen freiburgischen Militärdepartements, Brigadier René Planche, Kommandant der Territorialzone 1, Oberst i. Gst Jean Rossier, Chef der Abteilung Territorialdienst in der GGST, Oberst Charles Reichler, stellvertretender Zentralpräsident SZSV, Vertretern der Gruppe für Generalstabsdienste im EMD und des Kriegs-

Transport-Amtes im EVD sowie Delegierten von HE-Stäben und von Zivilschutzorganisationen, der Polizei und der Feuerwehr, wurden zum erstenmal in den Annalen der Kulturgüterschutzübungen die Möglichkeiten einer Hilfeleistung bei der Bergung von beweglichem Kulturgut in ausserordentlichen Lagen behandelt.

Die Möglichkeiten der beiden gegebenen Übungslagen einer Hilfeleistung bei der Bergung von beweglichem Klosterkulturgut – Fall A: 48 Stunden vor KMob / Fall B: 48 Stunden nach KMob – sind eingehend abgeklärt und besprochen worden, und zwar:

im Fall A

durch den Sprecher des zivilen kantonalen Führungsstabes, Daniel Pa-

pau, unter Mithilfe des kundigen und initiativen Kantonsdenkmalpflegers, Etienne Chatton,

im Fall B

durch den Kommandanten Territorialkreis 17, Oberst Charles Pilloud.

Die Übung hat den Beweis erbracht, dass eine Hilfeleistung in ausserordentlicher Lage durch den Zivilen kantonalen Führungsstab wie durch den zuständigen Territorialkreis-Stab nicht nur möglich, sondern auch sinnvoll ist.

Militärdirektor Rémi Brodard hob in seinen Bemerkungen die Wichtigkeit solcher kombinierter Kulturgüterschutzübungen hervor. Er lobte – wie schon auch Brigadier René Planche – die gute Zusammenarbeit der beiden kompetenten Stäbe und sprach der Übungsleitung (der SGKGS) seine volle Anerkennung aus.

De l'engagement politique à la défense de notre démocratie

Jacques Devanthery, président de l'Association valaisanne pour la protection civile

Au cours des dernières décennies, l'évolution de la politique mondiale s'est caractérisée par le démantèlement des colonies, l'accession de bon nombre d'Etats à l'indépendance et la polarisation des puissances politico-économiques en deux blocs: l'un groupant les pays se réclamant de la doctrine marxiste-léniniste, rattachée à l'URSS et l'autre de tendance libérale, avec pour chef de file les Etats-Unis d'Amérique.

Les dessins d'hégémonie du système soviétique ont créé des foyers de ten-

sion et certains pays ont fait la cruelle expérience de l'annexion pure et simple tels que l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et d'autres, par le rattachement de force à la création du rideau de fer, conséquence des accords de Yalta ou encore par des guerres larvées tels le Vietnam, le Cambodge et plus récemment l'Afghanistan. Partout où des foyers d'insurrection surgissent, il est presque certain que l'ombre de Moscou se profile. Cet état de choses est encore aggravé par le déséquilibre de la répartition des res-

sources de la planète dans un monde où une partie de la population se livre au gaspillage alors que les deux tiers des habitants du globe manquent du minimum vital.

Au milieu de cette agitation, notre pays semble vivre à l'abri de ces difficultés. Or en examinant objectivement ces faits, on doit convenir que nous sommes embarqués sur le même bateau. Les difficultés qui peuvent surgir à quelque coin du monde risquent bien de ne pas nous épargner comme cela a été le cas jusqu'à ce jour. Le rôle modérateur de notre neutralité ne suffit plus à nous protéger des séquelles d'un conflit mettant en cause l'Europe occidentale.

Les responsables de notre politique de sécurité ont, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, jeté les bases d'une

défense générale qui à ce jour a encore toute sa raison d'être. Si notre armée, en dépit de quelques contestataires, garde toute sa crédibilité et si nous disposons d'une économie de guerre structurée, il est vital également que nous organisions notre défense civile avec la même volonté afin de la rendre fiable. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi Fédérale sur la Protection Civile en 1963 jusqu'à ce jour, environ 5 milliards de francs ont été investis dans la construction d'abris et d'installations PC ainsi que dans l'instruction et l'équipement des organismes de protection locaux. Cet état de faits considéré comme encourageant ne doit pas nous inciter

à ralentir notre effort afin de pouvoir, dans les plus brefs délais, assurer à chaque citoyen sa place protégée. Cependant, bien souvent des réalisations ont été retenues ou abandonnées par le manque de prise de conscience des autorités politiques. De par le fait que la responsabilité de l'organisation de la Protection civile incombe aux communes, un certain nombre d'entre elles n'ont pas cru devoir faire face à leurs obligations, alléguant maintes raisons, certaines valables, d'autres moins. Aujourd'hui encore, il est important que les élus politiques assument leurs responsabilités vis-à-vis d'une loi qui a été votée et acceptée par le peuple suisse. Ce n'est qu'au

prix d'un effort collectif et constant qu'il sera possible dans un avenir pas trop lointain d'assurer la sauvegarde de la population civile de notre pays. La réalisation complète des mesures de protection jointe aux autres éléments de notre Défense nationale créera un effet de dissuasion face aux dangers qui pourraient nous menacer. Il faut pour cela que chacun soit conscient que ceux-ci existent et qu'il n'est pas si loin le temps où Munich faisait office de marché de dupes. Nous nous devons de ne rien négliger afin de permettre à notre démocratie de continuer de vivre en paix, même si cela doit avoir parfois des aspects contraignants.

Was bringt die nächste Nummer?

ve. Schwerpunkt der Juli/August-Ausgabe der Zeitschrift «Zivilschutz» ist ein Interview mit Simon Küchler, Mitglied des Rates für Gesamtverteidigung. In einem Interview erläutert er anhand praktischer Beispiele, welche Zielsetzungen dieses Konsultativorgan des Bundesrates verfolgt. Im weiteren berichten wir über eine 26stündige Schutzraumbelungs-

übung im Rahmen eines Kurses für Schutzraumchefs und publizieren eine Zusammenfassung der jüngsten Beschlüsse des Zentralvorstandes, welcher am 8. Juni 1982 in Bern tagte. Die Zeitschrift erscheint am 4. August 1982. Aktuelle Kurzmeldungen können bis 13. Juli 1982 der Redaktion zugestellt werden.

Que contiendra le prochain numéro?

ve. L'interview de M. Simon Küchler, membre du Conseil de la défense, sera l'article principal du numéro de juillet/août de la revue Protection civile. Dans cette interview, M. Küchler expliquera, à l'aide d'exemples concrets, les buts visés par cet organe consultatif du Conseil fédéral. Nous vous ferons en outre rapport sur un exercice d'oc-

cupation d'abri qui a duré vingt-six heures, dans le cadre d'un cours de chefs d'abri. Nous publierons enfin un résumé des décisions les plus récentes du Comité central qui a siégé à Berne, le 8 juin 1982. La revue paraîtra le 4 août 1982. Les brèves nouvelles d'actualité peuvent être adressées à la rédaction jusqu'au 13 juillet 1982.

Che cosa ci porta il prossimo numero?

Punto nodale del numero di luglio/agosto della nostra rivista è un'intervista con Simon Küchler, membro del Consiglio della difesa. Sulla base di esempi pratici, Simon Küchler, commenta gli obiettivi di questo organo consultivo del Consiglio federale. Inoltre riferiamo di un'esercizio, durato ventisei ore, d'occupazione di rifu-

gio nel quadro di un corso per capi rifugio e pubblichiamo un compendio delle decisioni più recenti del Comitato centrale che ha seduto l'8 giugno 1982 a Berna. La rivista sarà pubblicata il 4 agosto 1982. Notizie brevi d'attualità possono essere fatte pervenire alla Redazione, entro il 13 luglio 1982.

Impressum

Herausgeber / Editeur / Editore
Schweizerischer Zivilschutzverband
Union suisse pour la protection civile
Unione svizzera per la protezione civile
Postfach 2259, 3001 Bern

Zentralpräsident / Président central / Presidente centrale
Professor Dr. Reinhold Wehrle
4524 Günsberg SO
Präsident der Presse- und Redaktionskommission
Président de la Commission de rédaction et d'information
Presidente della Commissione stampa e redazione
Charles A. Reichler, 1701 Fribourg

Redaktion / Rédaction / Redazione

Kurt Venner, Schweizerischer Zivilschutzverband, Postfach 2259, 3001 Bern, Telefon 031 25 65 81
Druck und Versand / Impression et expédition / Stampa e spedizione
Vogt-Schild AG, CH-4501 Solothurn
Inseratenverwaltung / Administration des annonces / Amministrazione inserzioni
Vogt-Schild AG, VS-Annoncen, Kanzleistrasse 80, Postfach, CH-8026 Zürich, Telefon 01 242 68 68, Telex 812 370
Abonnement: Fr. 25.- für Nichtmitglieder (Schweiz) Fr. 35.- (Ausland)
Abonnement: Fr. 25.- pour non-membres (Suisse) Fr. 35.- (étranger)
Abbonamento: Fr. 25.- per non membri (Svizzera) Fr. 35.- (estero)
Einzelnnummer / Numéro individuel / Numero separato Fr. 3.-
Erscheinungsweise / Parution / Apparizione
zwölfmal jährlich (3 Doppelnummern)
12 numéros par an (3 numéros doubles)
12 numeri all'anno (3 numeri doppi)

Ein Leserbrief

Eugen Gfeller, Frauenfeld

Bei der Durchsicht der Nummer 4/82 stellte ich auf der Abbildung Seite 9, Nageln der Liegestellen, einen Fehler fest. Die beiden Herren arbeiten, aber nicht einer hat einen Rost unterstellt oder hält mit einem zweiten Hammer entgegen. Wie aber jedem Praktiker bekannt ist, lässt sich so gar nicht arbeiten, denn durch die Federung

lösen sich die andern bereits vernagelten Latten, und die Arbeit kann von vorn beginnen.

Da es nicht das erstemal ist, dass in einer Abbildung zu Showzwecken derartige grundlegende Fehler oder Unterlassungen vorkommen, welche gegen Sicherheitsvorschriften verstossen, möchte ich Sie bitten, bei der Aufnahme jeweils darauf zu achten, dass diese Fehler nicht passieren oder die Bilder jeweils entsprechenden

Fachleuten zur Überprüfung vorzulegen. So wie ich mich irgendwie noch zu erinnern vermag, war einmal eine Abbildung des PBD, wo mit Leitungen unter Druck gearbeitet wurde, aber niemand trug den Helm. Dabei haben wir in diesem Dienstzweig die Sicherheitsvorschrift, dass wenn Leitungen unter Druck sind, der Helm immer zu tragen ist.

Sie ersehen daraus, dass Sie mit ordnungsgemässen Bildern uns Praktikern einen Dienst leisten können.

Überleben im Ernstfall – aber wie?

vs. Ein neues Buch (Verlag Vogt Schild AG) von Dr.-Ing. W. Heierli, «Überleben im Ernstfall», gibt Antworten auf die Frage, was es alles braucht, um in einem modernen Schutzraum Angriffe und Katastrophen auch tatsächlich überstehen zu können: Wieviel Platz, wieviel Luft, wieviel Wasser braucht der einzelne, welche Temperatur und Feuchtigkeit im Schutzraum hält er noch aus, wie richtet er seine Toilette ein, wenn

kein Wasser mehr fliesst, welche Medikamente braucht er usw. Alle diese Antworten sind nicht einfach die Meinung eines einzelnen, sondern sie beruhen auf den langjährigen, sorgfältigen Studien einer umfangreichen Literatur und auf vielen in- und ausländischen Erfahrungen und Versuchen. Sie sind eine Fundgrube des Wissens in diesem wenig bekannten Bereich und damit auch ein lebendiges Nachschlagewerk.

Wohl noch wichtiger als die Fragen an dem rein physischen Überleben im Krieg sind die psychischen: Wie verhält sich der Mensch im Ernstfall? Wird er irre durch die Gefahr? Bricht er bei Angriffen in

wilde Panik aus? Oder wird er apathisch? Gibt er gar vollends auf und geht nicht einmal in den Schutzraum? Auch in diesem Teil des Buches von Dr. W. Heierli werden nicht einfach Behauptungen aufgestellt, sondern zu jeder Frage sorgfältig Tatsachenmaterial geliefert. Im zweiten Teil wird aufgrund von wissenschaftlich belegten Kriegs- und Katastrophenberichten kein Zweifel darüber gelassen, dass bei richtiger Vorbereitung auch ein moderner Krieg ein Land nicht einfach in Verzweiflung und Panik stürzt. Es wird gezeigt, wieviel an Kraft ein einigermaßen vorbereitetes Volk für das Durchstehen im Kriege mobilisieren kann.

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

ist immer eine Nasenlänge voraus, wenn es um persönliche Sicherheit geht!

«antistatische» Leder-Stiefel für lange, schwierige Einsätze

- wasserdicht anvulkanisierte Profilsohle mit höchster Hitze-, Öl- und Chemikalien-Beständigkeit,
- Zehen- und Nageldurchtritt-Schutz, u.a.m.

TELED SA, 2003 Neuchâtel · Tel. 038/31 33 88 · Telex 35 155



TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

TELED

Geilinger, Ihr Partner für Schutzraumabschlüsse und Schutzraumbelüftungsanlagen

Alle Produkte entsprechen den heute gültigen Vorschriften des Bundesamtes für Zivilschutz (BZS) über Schutzbauten.

Unsere umfassenden Dienstleistungen von der Bau-

eingabe bis zur Schutzraumabnahme bieten Gewähr für Funktion und Sicherheit der Anlage.

Lieferungen für Schutzräume sind Vertrauenssache.

GEILINGER

Ingenieur- und Metallbau-Unternehmung

Geilinger AG
8353 Elgg, PF 175
Tel. 052 47 34 21, Telex 76528

Basel, Bern, Bülach,
Elgg, Menziken, St. Gallen,
Winterthur, Yvonand